

Non aux "expulsions représailles" de familles des quartiers populaires HLM !

Après la mort de Nahel, tué à bout portant par un policier, et la révolte qui s'en est suivie, plutôt que d'abroger la loi du 28 février 2017 qui assouplit les règles en matière d'usage des armes à feu par les forces de l'ordre, laquelle a entraîné la mort de 18 personnes depuis 2021, pour refus d'obtempérer, le Ministre de l'Intérieur demande dans une circulaire aux Préfets d'expulser les familles "de délinquants", condamnés par la justice.

Nous nous élevons contre cette circulaire, car :

- Expulser la famille d'une personne déjà condamnée au prétexte qu'elle a commis un délit constitue une atteinte à l'état de droit et une violence sociale inadmissible porteuse de nouvelles révoltes ;
 - Il s'agit d'infliger une double peine, une forme de représailles, de peine collective ou de vengeance à caractère moyenâgeuse, comme le pratiquent encore certains États à l'encontre des familles de leurs opposants. Pourquoi ne pas s'en prendre à toutes les familles des personnes condamnées, comme par exemple Nicolas Sarkozy, Patrick Balkany ou Jérôme Cahuzac ?
- Alors que la justice peut très bien éloigner du quartier la personne condamnée, cette circulaire vise à satisfaire les plus bas instincts émanant de l'extrême droite;
- Le trouble de voisinage dès lors qu'il est reconnu par le juge civil, entraîne l'expulsion du locataire. Il n'y a donc pas lieu de changer la législation d'autant plus que certains troubles de voisinages sont parfois inventés par des voisins malveillants.
- Expulser une famille avec enfants aux revenus modestes, comme celle de Deuil la Barre, c'est condamner des innocent-es à la rue et c'est un acte de violence sociale et de représailles, dans le contexte actuel de grave crise du logement .

Les signataires appellent à manifester le 23 septembre "Pour la fin du racisme systémique, des violences policières, pour la justice sociale et les libertés publiques" , mais aussi :

- **Contre cette nouvelle forme de répression digne de certaines dictatures, qui vise et stigmatise une fois encore les quartiers populaires et leurs habitant-es.**
- **Pour la mise en oeuvre d'une politique du logement pour touTtes, la baisse des loyers et des prix de l'énergie, la réalisation de logements sociaux, et une hausse générale des salaires, des pensions et des prestations sociales.**

1er signataires : ACORT, AFVS, ATTAC, Bagagérue, Construire, CNAFAL, CNDF, Collectif Mamans indignées Valence, COPAF, Coord. de défense des quartiers populaires, Coord. Nat. Contre les Violences Policières, Coudes à Coudes, CSP 75/ CISPM, DAL, Dernière Rénovation, FASTI, Emancipation tendance synd ; Femmes égalité, Fondation Copernic, FSU, FTCP, La Libre Pensée, La révolution est en marche, LDH, Mouvement National Lycéen, ODED 32, Pas sans nous, RAAR, Rejoignons nous, Solidaires, UJFP, VESEMT 37 ... **Ainsi que :** Ensemble, FUIQP, NPA, PEPS, PG, PCOF, REV, UCL ...